



**MINISTÈRES  
ÉDUCATION  
JEUNESSE  
SPORTS  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
RECHERCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'action administrative  
et des moyens**

**Direction de la jeunesse,  
de l'éducation populaire  
et de la vie associative**

Bureau des relations  
internationales

95, avenue de France,  
75013 Paris

**Secrétariat général**

**Délégation aux relations  
européennes et  
internationales et à la  
coopération**

Département veille,  
comparaisons  
internationales et  
affaires financières

110, rue de Grenelle 75  
357 Paris 07 SP

**Service de  
l'action  
administrative et  
des moyens**

**Sous-  
direction  
des achats**

Bureau de la  
stratégie et de  
l'ingénierie des  
achats  
SAAM B1

61-65, rue Dutot  
75732 Paris cedex 15

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

### **Procédure n° MEN-SG-AOO-25035**

**Objet :** Réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France / Education Formation et du GIP Agence du service civique - Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport pour les besoins du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

- ☐ **Lot n°1 :** Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence Erasmus + France/Education Formation (AEFEF)
- ☐ **Lot n°2 :** Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence du service civique (ASC) – Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport (AEFJS)

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 - PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
2.1 AUTORITES NATIONALES (AUN) .....	3
2.2 AGENCE ERASMUS + FRANCE/EDUCATION FORMATION (AEFEF) .....	4
2.3 AGENCE DU SERVICE CIVIQUE » (ASC) – AGENCE ERASMUS + FRANCE JEUNESSE & SPORT (AEFJS) .....	5
<b>ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
4.1 PHASE 1 : INITIALISATION DES PRESTATIONS .....	6
LIVRABLES, DELAIS DE RECEPTION ET MODALITES D'ADMISSION .....	7
4.2 PHASE 2 : ELABORATION DU RAPPORT ET DE L'AVIS D'AUDIT .....	7
4.2.1 PERIMETRE DE L'AUDIT .....	7
4.2.2 PORTEE DE L'AUDIT .....	8
4.2.3 AVIS D'AUDIT .....	8
4.2.4 RAPPORT D'AUDIT .....	8
4.2.5 PRESENTATION DES RESULTATS D'ANALYSE .....	9
4.3 PHASE 3 : REMISE ET PRESENTATION DU RAPPORT ET DE L'AVIS D'AUDIT .....	10
<b>ARTICLE 5 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - REUNIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 - VERIFICATIONS COMPLEMENTAIRES D'AUDIT .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - PROCEDURE DE RECETTE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 - DOCUMENTATION .....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :

- Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA) sont désignés sous l'appellation « le ministère ».
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations ainsi que son ou ses représentant(s) sont désignés sous l'appellation « le titulaire » ou « l'organisme d'audit indépendant (OAI) »

## ARTICLE 2 - CONTEXTE

### 2.1 AUTORITES NATIONALES (AUN)

- La délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (DREIC)

La délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (DREIC) coordonne les politiques européennes, internationales et de coopération relevant de la compétence du ministre chargé de l'éducation nationale. Elle contribue à l'ouverture européenne et internationale du système éducatif français et à sa valorisation à l'extérieur des frontières.

En concertation avec les directions générales concernées, la délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération coordonne, en qualité d'autorité nationale, la négociation, la mise en œuvre et le suivi du programme Erasmus+ Education-Formation. En vue de la préparation des comités de l'éducation, des comités des représentants permanents et des conseils des ministres de l'Union européenne, elle coordonne également les positions des directions générales concernées, dans le champ scolaire et universitaire, sur les initiatives transversales qui leur sont communes.

Dans ce cadre, elle supervise la mise en œuvre en France du volet Education-Formation du programme Erasmus+. La France a désigné le GIP Agence Erasmus+ France/Education Formation pour mettre en œuvre ce volet.

La DREIC est l'Autorité nationale (AUN) et l'Agence Erasmus+ France/Education Formation (AEFEF) est l'Agence nationale (AN). Les responsabilités et rôles respectifs de l'AUN et de l'AN sont précisément définis par la Commission européenne conformément au règlement UE n°2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant « Erasmus+ », le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement n°1288/2013.

- La direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA)

La direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), placée sous l'autorité du ministre chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative élabore, coordonne et met en œuvre les politiques publiques en faveur des jeunes, du développement de la vie associative et de l'éducation populaire. Elle agit pour renforcer l'engagement citoyen, l'autonomie et l'inclusion de tous les jeunes, en lien avec les acteurs associatifs, les collectivités et les institutions nationales et européennes.

La DJEPVA a pour mission de promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines de la jeunesse, de l'engagement citoyen et de la mobilité. À ce titre, elle pilote les échanges institutionnels, soutient le développement de partenariats internationaux et représente la France dans les instances européennes (comme les groupes de travail du Conseil de l'UE en matière de jeunesse ainsi les comités européens relatifs à l'implémentation du programme Erasmus+ jeunesse et sport et du Corps européen de solidarité).

La DJEPVA est l'Autorité nationale (AUN) chargée de superviser la gestion du programme Erasmus + jeunesse et sport.

La France a désigné en tant qu'agence nationale (AN), l'Agence du service civique (ASC) - Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport (AEFJS) pour mettre en place ce programme. Dans ce cadre, elle supervise la mise

en œuvre en France des programmes « Erasmus + Jeunesse & Sport » (Erasmus + J&S) et du programme « Corps européen de solidarité » (CES).

Les responsabilités et rôles respectifs de l'AUN et de l'AN sont précisément définis par la Commission européenne conformément au règlement UE n°2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant « Erasmus+ », le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement n°1288/2013.

## **2.2 Les agences nationales**

Le règlement du programme confie à l'autorité nationale, en son article 26, alinéa 4, le soin de désigner « un organisme d'audit indépendant ».

L'article 29 (1er alinéa) de ce même règlement précise que « l'organisme d'audit indépendant émet un avis d'audit sur la déclaration annuelle de gestion visée à l'article 155, paragraphe 1, du règlement financier. Cet avis constitue la base de l'assurance globale en vertu de l'article 127 du règlement financier ».

### **2.2.1 AGENCE ERASMUS + FRANCE/EDUCATION FORMATION (AEFEF)**

Par arrêté du 1er décembre 2020, la convention constitutive du groupement « Agence Erasmus+ France/Education Formation » a été prorogée pour une durée indéterminée.

Le GIP AEFEF a pour objet :

- de promouvoir et mettre en œuvre des programmes et dispositifs européens relatifs à l'éducation et à la formation professionnelle initiale et continue sur l'ensemble du territoire national, notamment les volets éducation et formation du programme de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport Erasmus+, les dispositifs Europass, Euroguidance, ECVET, EPAL, et l'Agenda Européen pour l'Éducation des Adultes, ainsi que, le cas échéant, des fonds nationaux complémentaires aux financements Erasmus+ et des fonds européens pour lesquels des synergies seraient mises en œuvre avec Erasmus+, notamment dans le champ de la réduction des inégalités sociales, de genre et territoriales ;
- de veiller, en cohérence avec les politiques nationale et européenne en la matière, à une mise en œuvre aussi respectueuse que possible de l'environnement des programmes et dispositifs européens dont il s'occupe ;
- de promouvoir au niveau national les actions centralisées Erasmus+ mises en œuvre par l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » (EACEA) ;
- de veiller, conjointement avec l'agence chargée du volet jeunesse du programme, à la gestion coordonnée de la mise en œuvre du programme Erasmus+ au niveau national, en particulier grâce au Comité Permanent Erasmus+ ;
- de mettre en commun des ressources nécessaires à l'animation et à la réalisation des objectifs de ces programmes européens ;
- de gérer les fonds dévolus à ces missions dans le respect du règlement relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne et du règlement établissant Erasmus+ ;
- de veiller à l'articulation et à la cohérence de la mise en œuvre des programmes de l'Union européenne avec les politiques nationales de l'éducation, de la formation, de l'emploi, de la recherche, de la culture, du numérique, notamment de promouvoir et d'accompagner la mise en place de politiques en faveur de la mobilité européenne et internationale des publics concernés aux échelles nationale et infranationale
- de définir des objectifs, de mesurer l'impact des programmes et des dispositifs et de procéder à leur évaluation interne ;
- de poursuivre la mise en œuvre et clore la gestion des programmes précédemment pris en charge par le groupement ;
- de fournir aux ministères de tutelle toute information qu'ils solliciteront sur la mise en œuvre des programmes européens dont le groupement assure la gestion ;
- de développer de façon partenariale, notamment avec les collectivités territoriales, l'observatoire Erasmus+ comme centre de ressources sur la mobilité européenne et internationale autour d'Erasmus+ et de produire des connaissances et des données au niveau national dans les domaines de la mobilité et de l'internationalisation des établissements d'éducation et de formation.

Le volet Education-Formation que gère l'AEFEF permet la mise en œuvre en France de projets transnationaux dans le domaine de l'éducation formelle : enseignement scolaire, enseignement et formation professionnels, enseignement supérieur, éducation des adultes. Il concentre 91% des financements décentralisés que la Commission européenne alloue chaque année à la France au titre du programme Erasmus+.

A titre d'exemple, pour l'année 2024, cela a représenté, pour l'AEFEF, 360 M€ de crédits d'intervention et 12,9 M€ de crédits de fonctionnement (+1,8 M€ environ de crédits de fonctionnement nationaux, hors emplois mis à disposition) mis en œuvre par 178 agents recrutés sous différents statuts (agents contractuels, fonctionnaires mis à disposition ou détachés sur contrat GIP). Ces fonds en gestion indirecte ont permis le financement de quelque 149 000 mobilités, la sélection d'environ 3 220 projets et l'attribution de quelque 600 accréditations supplémentaires (sur un total de 2 883). L'ensemble de ces données va continuer à croître jusqu'en 2027 puisque le budget global du programme Erasmus+ pour la période 2021/2027 a été multiplié par deux par rapport à la période 2014/2020 (l'enveloppe globale allouée par le législateur européen est supérieure à 28 Mds€).

## **2.2.2 AGENCE DU SERVICE CIVIQUE » (ASC) – AGENCE ERASMUS + FRANCE JEUNESSE & SPORT (AEFJS)**

Depuis 2016, l'agence française Erasmus+ Jeunesse et Sport (AEFJS) est intégrée au GIP « Agence du Service Civique », basé à Paris. Ce dernier constitue un opérateur unique au service de l'engagement et de la mobilité des jeunes en France, en Europe et dans le monde.

L'agence Erasmus+ Jeunesse et Sport est en charge de la gestion du programme Erasmus+ dans les volets Jeunesse et Sport.

Le programme « Corps européen de solidarité » 2021-2027, institué par le règlement (UE) 2021/888 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 et abrogeant les règlements (UE) 2018/1475 et (UE) n°375/2014, prévoit dans son article 24, les agences nationales désignées pour la gestion des actions du programme Jeunesse d'Erasmus qui assurent la gestion du programme du Corps européen de solidarité. A ce titre, l'Agence du service civique » – Agence Erasmus + France jeunesse & sport est également agence nationale en charge du Corps européen de solidarité.

Elle est aussi le Point national d'information (PNI) du volet Sport du programme Erasmus+ qui vise à informer accompagner et valoriser les porteurs de projets Erasmus+ Sport, (y compris les actions centralisées gérées par l'Agence exécutive « Education, Audiovisuel, Culture » de la Commission européenne).

Enfin, les programmes européens étant aussi accessibles aux pays partenaires et voisins de l'Union européenne, la Commission européenne a créé des centres de ressources pour soutenir les agences nationales dans leur travail et pour renforcer la qualité des projets relevant d'une zone géographique voisine. C'est dans ce cadre que l'agence Erasmus+ Jeunesse et Sport héberge le « Centre de ressources SALTO-Youth EuroMed », qui soutient et amplifie la coopération euro-méditerranéenne en faveur de la jeunesse en développant les programmes Erasmus+ Jeunesse et Corps européen de solidarité dans les pays de la rive sud de la Méditerranée.

Le volet Jeunesse et sport d'Erasmus + que gère l'AEFJS permet la mise en œuvre de projets transnationaux dans le domaine de l'éducation non-formelle et des sports. Il concentre 10,3% des financements décentralisés sur le volet jeunesse, et 1,9% sur le volet sport, que la Commission européenne alloue chaque année à la France au titre du programme Erasmus+.

A titre d'exemple, pour l'année 2024, en termes de crédits d'intervention, l'enveloppe annuelle allouée par la Commission à l'AEFJS s'élevait à 29 millions € et, en termes de crédits de fonctionnement, l'agence disposait de 2,47 millions €, auxquels s'ajoutent une contribution nationale. Concernant le Corps Européen de solidarité pour l'année 2024, l'enveloppe annuelle disponible s'élevait à 10 832 667 €. A titre d'illustration, en 2023, 112 projets de volontariat et 13 projets de solidarité ont pu être financés. Les programmes sont mis en œuvre par environ 65 ETP.

### ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France / Education Formation et du GIP Agence du service civique - Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport pour les besoins du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

- **Lot 1**

Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence Erasmus+ France/Education Formation (AEFEF).

- **Lot 2**

Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence du service civique (ASC) – Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport (AEFJS).

### ARTICLE 4 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Conformément à son offre, le titulaire réalise annuellement, et selon un calendrier précis, les prestations qui se décomposent en trois phases décrites ci-après :

**Phase 1** : Initialisation des prestations, prise de connaissance et présentation

**Phase 2** : Appropriation des objectifs et de la portée de l'audit, préparation de l'analyse, analyse et élaboration du rapport et de l'avis d'audit.

**Phase 3** : Remise et présentation de l'avis d'audit et du rapport d'audit à l'autorité nationale (DREIC ou DJEPVA), et aux autorités de chacune des deux agences, avant de les remettre à la Commission européenne.

Les phases 1 à 3 concernent chacun des 2 lots.

Il s'agit d'un audit avec des obligations européennes et donc avec des méthodes d'interventions spécifiques précisées dans les lignes directrices annuelles de la Commission européenne.

Cet audit doit être réalisé par un organisme d'audit indépendant (OAI) conformément au règlement UE n°2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant « Erasmus+ », le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement n°1288/2013.

Ce rapport et cet avis d'audit comprennent essentiellement :

- une vérification du respect des procédures européennes,
- un audit sur les rapports financiers et sur les procédures de contrôle interne,
- des analyses et des pistes d'amélioration sur deux thématiques prédéfinies annuellement par l'autorité nationale.

**A noter** : un nouveau règlement entrera en vigueur à compter de 2028. Des ajustements en matière de contrôle et d'audit pourront en résulter et entraîner des modifications dans la démarche d'audit dont ce CCTP fait l'objet. Le cas échéant, le titulaire en sera informé en temps opportun. Les éventuelles modifications de ce règlement devront être prises en compte par le prestataire sans que celles-ci ne modifient l'économie générale du marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations décrites, au présent CCTP, dans les délais prescrits. Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

Les documents et livrables sont adressés aux ministères et aux agences nationales par voie électronique, dématérialisée, et sous forme de fichiers aux formats bureautiques en accord avec le référentiel général d'interopérabilité RGI (<https://www.numerique.gouv.fr/offre-accompagnement/reference-interoperabilite-rgi/>).

Les différentes versions de travail des livrables sont notamment identifiées par un numéro, par la date de mise à jour et la désignation du ou des rédacteurs. Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le ministère, question(s) et réponse(s), se font par écrit sous la forme de message électronique.

Le titulaire est soumis à un devoir d'information du ministère.

#### **4.1 PHASE 1 : INITIALISATION DES PRESTATIONS**

Les prestations de cette phase ont pour objet de permettre au titulaire d'organiser chaque année une réunion de cadrage pour chaque autorité nationale et une réunion de lancement pour chaque agence au cours desquelles il prend connaissance de l'étendue et de la nature des contrôles à effectuer, présente son équipe, rappelle sa méthodologie et présente et finalise son planning de réalisation des prestations.

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

- organiser, 10 jours ouvrés maximum après réception du message de lancement de l'audit annuel transmis par l'AUN, une réunion de cadrage à la DREIC et à la DJEPVA et une réunion annuelle de lancement à l'AEFEF et à l'ASC-AEFJS (sauf décision de l'autorité nationale de ne prévoir qu'une seule réunion regroupant la réunion de cadrage et la réunion de lancement) destinées à l'élaboration du plan de mission annuel mentionné ci-dessous ;
- présenter sa compréhension du cadre et de l'objet de la mission ;
- présenter les intervenants ;
- présenter un plan de mission annuel dont les modalités sont les suivantes :
  - présenter l'étendue et la nature des contrôles à effectuer ;
  - rappeler la méthodologie pour le déroulement de la totalité de la mission, compte tenu, notamment, des éléments et des données disponibles fournies par les agences ou le ministère et, en particulier, la déclaration annuelle de gestion des agences, leurs rapports annuels financiers et narratifs, les lignes directrices définies par la Commission européenne relativement aux responsabilités de l'organisme d'audit indépendant (mises à jour annuellement), le Guide des agences nationales, le règlement du programme Erasmus+ et du Corps Européen de Solidarité, ainsi que le règlement financier de l'Union européenne ;
  - présenter et finaliser le planning de réalisation des prestations en détaillant les différentes phases avant et après la mise à disposition par les agences de leurs déclarations annuelles de gestion.
- mentionner et présenter les deux thématiques définies annuellement par l'autorité nationale sur des aspects essentiels du fonctionnement des agences nationales (en lien avec la revue des systèmes de l'Agence prévue par la réglementation européenne).

Dans ce cadre, les autorités nationales et les agences mettent à disposition du titulaire les documents utiles et toute information qu'ils jugent nécessaires pour répondre à ses questions.

#### **Livrables, délais de réception et modalités d'admission**

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés. Elle est constatée de manière expresse par l'autorité nationale et matérialisée par une attestation de service fait transmise au titulaire par courriel.

Les modalités de réception et de recette sont les suivantes :

<b>Livrables</b>	<b>Délai maximum de production des livrables</b>	<b>Délai maximum de recette de l'autorité nationale</b>	<b>Délai de correction éventuelle du titulaire</b>
- Liste nominative définitive des intervenants et leurs CV	2 jours ouvrés après la réunion de cadrage	2 jours ouvrés	2 jours ouvrés

- Relevé de conclusions des réunions de cadrage et de lancement	2 jours ouvrés après la réunion	3 jours ouvrés	2 jours ouvrés
- Plan de mission : étendue et nature des contrôles à effectuer ; méthodologie, organisation définitives pour l'exécution des prestations ; calendrier d'intervention finalisé	15 jours ouvrés après la réunion de cadrage	2 jours ouvrés	2 jours ouvrés

Tout dépassement de délai est passible des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 du CCAP.

#### **4.2 PHASE 2 : ELABORATION DU RAPPORT ET DE L'AVIS D'AUDIT**

La phase 2 débute après la remise et l'approbation/admission du plan de mission présenté à l'autorité nationale.

##### **4.2.1 Périmètre de l'audit**

Conformément à la base juridique d'Erasmus+ et du CES, le titulaire délivre un avis d'audit sur la déclaration de gestion annuelle des agences nationales rendue le 15 février chaque année.

Il appartient au titulaire de tenir compte des documents relatifs aux parties I (« Programme implementation »), II (« Programme management ») et III (« Networks ») du rapport commun annuel de l'AN et des documents énoncés ci-après lors de ses travaux préparatoires afin d'obtenir une bonne compréhension de l'environnement de contrôle :

- le « Rapport d'octobre » présenté par l'autorité nationale à la Commission au 31 octobre pendant l'année soumise à l'audit ;
- les lettres les plus récentes relatives aux conclusions de l'évaluation de la Commission ;
- le rapport de visite de supervision de la Commission - voire de la Cour des comptes européenne - reçu au cours de l'année sous audit (le cas échéant).

Le titulaire doit veiller « à ce que ses audits tiennent compte des normes d'audit internationalement reconnues » (article 29, alinéa 2-b du règlement UE 2021/817 du PE et du Conseil du 20 mai 2021 établissant Erasmus+).

Ces documents sont communiqués au titulaire après notification du marché.

Le titulaire doit utiliser la dernière lettre d'évaluation envoyée par la Commission afin de tenir compte des observations ouvertes (s'il y en a) et autres remarques qui y figurent.

##### **4.2.2 Portée de l'audit**

**Pour le lot n°1**, l'audit porte sur :

- les rapports financiers de l'AEFEF relatifs aux fonds destinés aux subventions attribuées dans le cadre du programme Erasmus+ - volet Education-Formation ;
- le système de contrôle interne de l'AEFEF ;
- les vérifications relatives aux bénéficiaires de subvention (contrôles primaires) ;
- les activités de coopération transnationales entre agences nationales (TCA) ;
- le réseau des experts EFP, ex-ECVET ;
- les activités du centre de ressources européen SALTO sur la transition écologique ;
- la contribution de l'UE aux coûts de gestion du programme Erasmus+ ;
- les procédures de passation des marchés publics ;
- deux aspects essentiels du fonctionnement des agences nationales définis annuellement par l'AUN et donnant lieu à des propositions d'amélioration.



**Pour le lot n°2**, l'audit inclut :

- les rapports financiers de l'AEFJS relatifs aux fonds destinés aux subventions attribuées dans le cadre du programme Erasmus+ - volets jeunesse et sport et Corps européen de solidarité ;
- le système de contrôle interne de l'AEFJS ;
- les vérifications relatives aux bénéficiaires de subvention (contrôles primaires) ;
- les activités de coopération transnationales entre agences nationales (TCA) ;
- les activités de mise en réseau dans le cadre du Corps européen de solidarité (NET) ;
- le cycle de formation et d'évaluation (CFE) pour les organisations et les participants du Corps européen de solidarité ;
- Cycle d'apprentissage DiscoverEU pour les participants à DiscoverEU ;
- le réseau des experts ;
- les réseaux : Salto Youth Euromed et Eurodesk ;
- la contribution de l'UE aux coûts de gestion des programmes Erasmus+ et CES ;
- les procédures de passation des marchés publics ;
- éventuellement un ou deux aspects essentiels du fonctionnement de l'agence définis annuellement par l'Autorité nationale et donnant lieu à des pistes d'amélioration.

Si nécessaire le titulaire pourra utiliser l'outil informatique E+Link mis à disposition par l'AEFJS pour extraire des données. La méthode décrite dans « Les lignes directrices à l'intention des autorités nationales sur les responsabilités de l'organisme d'audit indépendant » est une obligation pour les auditeurs qui interviendront. Ces lignes évoluent chaque année et une version nouvelle de ces lignes directrices est adressée aux autorités nationales chaque année (généralement au mois d'octobre). Un envoi de la nouvelle version au titulaire sera fait dès réception du document mis à jour. Le titulaire est tenu de s'y conformer.

Au-delà de ces lignes directrices, les autorités nationales seront attentives à toutes les suggestions proposées par l'auditeur visant à la fois à sécuriser les procédures internes aux agences, à sécuriser l'utilisation des fonds européens et français et à consolider, voire à développer, les performances reconnues des agences. Les deux thématiques définies annuellement par l'autorité nationale sur des aspects essentiels du fonctionnement des agences nationales (en lien avec la revue des systèmes de l'Agence prévue par la réglementation européenne) font partie intégrante de cette démarche.

#### 4.2.3 AVIS D'AUDIT

En application du règlement financier de l'UE<sup>1</sup>, l'avis d'audit relatif aux fonds destinés aux subventions attribuées au titre du programme Erasmus+ et du Corps européen de solidarité doit porter sur :

- les systèmes de contrôle mis en place qui doivent fonctionner correctement et présenter un bon rapport coût-efficacité ;
- les opérations sous-jacentes qui doivent être légales et régulières ;
- le respect par l'AN des principes de bonne gestion financière (économie, utilisation rationnelle des ressources, efficacité) et des règles applicables à l'exécution des activités de l'AN (légalité, régularité, évaluation des risques, gouvernance, etc.) qui figurent dans le guide des AN ;
- les vérifications relatives aux bénéficiaires de subventions (ou contrôles primaires) ;
- les activités de coopération transnationales (ACT) et les activités de coopération et de formation entre les AN ;
- les réseaux du volet éducation formation : équipe nationale des experts de l'EFP, SALTO sur la transition écologique ;
- les réseaux du volet jeunesse et sport : Eurodesk et SALTO Euromed ;
- la contribution de l'UE aux coûts de gestion ;
- le processus d'évaluation des demandes de subvention (procédure et mise en œuvre).

Pour l'audit concernant l'AEFJS, sont également inclus :

- les activités de mise en réseau dans le cadre du Corps européen de solidarité (NET) ;
- le cycle d'apprentissage DiscoverEU pour les participants à DiscoverEU ;

---

<sup>1</sup> Art 155.1 du règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

- le cycle de formation et d'évaluation (CFE) pour les organisations et les participants du Corps européen de solidarité.

L'avis d'audit doit également indiquer si les travaux d'audit mettent ou non en doute les affirmations contenues dans la déclaration de gestion de l'AN.

#### 4.2.4 RAPPORT D'AUDIT

L'avis d'audit est accompagné d'un rapport d'audit qui contient au moins les informations suivantes (exigences susceptibles d'évoluer chaque année sur la base des lignes directrices annuelles de la Commission européenne) :

- objectifs de l'audit ;
- portée de l'audit ;
- référence des normes internationalement reconnues en matière d'audit qui ont été appliquées ;
- liste de toutes les conventions de délégation qui ont fait l'objet de contrôles approfondis sur les aspects liés à la légalité et la régularité des opérations financières et les contrôles primaires ;
- résultats de la réconciliation des montants agrégés entre les rapports financiers inclus dans le rapport annuel des agences et les soldes dans le système comptable (différences) ;
- liste des contrôles primaires testés par programme avec numéros de dossier de projet (spécifiés par convention et par type de contrôle primaire), y compris la méthode d'échantillonnage et les résultats. Le modèle fourni en annexe aux lignes directrices de la Commission (liste des contrôles primaires testés) est rempli et joint au rapport d'audit ;
- liste des transactions financières par programme avec les numéros des projets et les montants de subvention testés sur les aspects de légalité et de régularité. La méthode d'échantillonnage et les résultats doivent être décrits. Le modèle fourni en annexe aux lignes directrices de la Commission (liste des transactions financières testées) est rempli et joint au rapport d'audit ;
- approche d'audit et résultats pour les tests de dépenses concernant les TCA ;
- liste des réseaux qui ont fait l'objet de contrôles détaillés sur les aspects liés à la légalité et la régularité (concernant l'agence Education et formation : experts de l'EFP, SALTO sur la transition écologique, et, concernant l'agence jeunesse et sport : Eurodesk et SALTO Euromed) ;
- approche d'audit pour les tests de dépenses concernant ces réseaux ;
- suivi des observations antérieures (observations et recommandations résultant du suivi des actions correctives) ;
- nouvelles observations et recommandations, niveau d'importance compris ;
- approche d'audit et conclusions sur les systèmes de contrôle interne des AN ;
- approche d'audit et conclusions sur la situation des comptes bancaires ;
- approche d'audit et conclusions de l'examen de la contribution de l'UE aux coûts de gestion ;
- conclusions sur le rapport coût-efficacité des systèmes de contrôle des AN (indication des points à améliorer le cas échéant) ;
- examen de la gestion du cycle de vie des projets ;
- système de contrôle interne : marchés publics et sous-traitance ;
- système de contrôle interne : irrégularités et fraudes - approche d'audit et conclusions tirées du rapport sur les cas de fraude et du rapport sur les dérogations inclus dans le rapport annuel des AN ;
- système de contrôle interne : programme Erasmus+ et Corps européen de solidarité (2021/2027 et post-2027) ;
- système de contrôle interne : protection des données à caractère personnel ;
- analyse de deux aspects essentiels du fonctionnement des AN définis annuellement en concertation avec les AUN et donnant lieu à des pistes d'amélioration ;
- commentaires des AN et des AUN sur les conclusions de l'audit et, en cas de désaccord, commentaires finaux de l'OAI.

Pour chaque lot, les rapports et avis d'audit provisoires relatifs à la déclaration de gestion annuelle de l'agence nationale sont soumis avant la fin du mois de février de l'année considérée à la relecture de l'autorité nationale et de l'agence nationale (phase contradictoire).

### **Livraison, délais de réception et modalités d'admission**

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés. Elle est constatée de manière expresse par l'autorité nationale et matérialisée par une attestation de service fait transmise au titulaire par courriel.

Les modalités de réception et de recette sont les suivantes :

<b>Livraison</b>	<b>Délai maximum de remise des livrables</b>	<b>Délai maximum de recette de l'autorité nationale</b>	<b>Délai de correction éventuelle du titulaire</b>
Rapport et avis d'audit provisoires	Pour la fin du mois de février de l'année considérée	8 jours ouvrés	2 jours ouvrés

Tout dépassement de délai est passible des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 du CCAP.

### **4.3 PHASE 3 : REMISE ET PRESENTATION DU RAPPORT ET DE L'AVIS D'AUDIT**

Pour chaque lot, les rapports et avis d'audit définitifs relatifs à la déclaration de gestion annuelle de l'agence nationale sont soumis avant le 10 mars de l'année considérée à la relecture de l'autorité nationale et de l'agence nationale.

Les documents définitifs sont transmis à la Commission européenne par le titulaire pour le 15 mars de l'année considérée.

Le prestataire organise une réunion de restitution avec chaque autorité nationale au moins 5 jours ouvrés avant la restitution finale.

<b>Livrables</b>	<b>Délai maximum de remise des livrables</b>	<b>Délai maximum de recette de l'autorité nationale</b>	<b>Délai de correction éventuelle du titulaire</b>
Rapport et avis d'audit définitifs	Avant le 10 mars de l'année considérée	3 jours ouvrés	2 jours ouvrés
	Pour le 15 mars à la Commission européenne		

Tout dépassement de délai est passible des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 du CCAP.

« L'organisme d'audit indépendant donne à la Commission et à ses représentants, ainsi qu'à la Cour des comptes, accès à l'ensemble des documents et rapports ayant servi à établir l'avis d'audit qu'il émet sur la déclaration annuelle de gestion de l'agence nationale » (article 29, alinéa 3 du règlement du programme Erasmus+).

Des vérifications supplémentaires peuvent être demandées par la Commission européenne au cours de l'exécution du présent marché ou après remise à la Commission de l'avis et du rapport d'audit annuel, sans que celles-ci ne modifient l'économie générale du marché.

Ces tâches supplémentaires éventuellement demandées par la Commission européenne pourront porter sur des vérifications complémentaires spécifiques à certains audits d'opérations requis selon les règlements européens, les lignes directrices envoyées courant octobre ou l'évaluation finale des agences nationales rédigée par la Commission européenne.

## **ARTICLE 5 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Pour le lot n°1 :**

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire et, pour partie, au siège de l'AEFEF établi à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France/Education Formation  
9 rue des Gamins  
CS 71965  
33088 Bordeaux

L'AUN (DREIC) est établie au 110 rue de Grenelle, 75357 Paris 07 SP.

Les livrables sont remis en version numérique à la DREIC, à l'AEFEF, puis à la Commission européenne selon des modalités de livraison précisées au titulaire, et dans les lignes directrices établies par celle-ci.

### **Pour le lot n°2 :**

Les prestations sont réalisées dans les locaux de l'ASC-AEFJS à l'adresse suivante (et pour partie dans les locaux du titulaire) :

Agence du service civique  
Agence Erasmus + France/Jeunesse et Sport  
95 avenue de France  
75650 Paris cedex 13

L'autorité nationale pour le volet jeunesse et sport est la DJEPVA.

Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative  
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative  
95 avenue de France 75650 PARIS Cedex 13

Les adresses de l'agence et de l'autorité nationale seront susceptibles d'évoluer en cours de marché en région parisienne.

Les livrables sont remis en version numérique à la Commission européenne, à la DJEPVA ainsi qu'à l'ASC/AEFJS. Les modalités de livraison à la Commission européenne seront précisées au titulaire.

Les réunions avec la DJEPVA se tiennent dans les locaux de la DJEPVA (adresse ci-dessus).

## **ARTICLE 6 - REUNIONS DE TRAVAIL**

Les prestations du présent marché incluent 3 réunions de travail :

- une réunion de cadrage entre le titulaire et l'autorité nationale dans les locaux du ministère à Paris (adresses ci-dessus) ou en région parisienne ou sous la forme de visio-conférences après accord du ministère ;
- une réunion de lancement à l'AEFEF/l'ASC-AEFJS (sauf décision des ministères de ne prévoir qu'une seule réunion regroupant les réunions de cadrage et de lancement) ;
- une réunion de restitution entre le titulaire et l'autorité nationale dans les locaux du ministère à Paris (adresses ci-dessus) ou en région parisienne ou sous la forme de visio-conférences après accord du ministère.

Le titulaire assure la préparation des réunions ainsi que la rédaction des comptes rendus qu'il adresse par courrier électronique au ministère le jour ouvré qui suit la réunion. Ces comptes rendus sont accompagnés de la dernière version de travail ainsi que, le cas échéant, des supports de présentation.

En l'absence de remarques du ministère dans les trois (3) jours ouvrés suivant la réception du compte rendu, ce compte rendu est réputé accepté.

## ARTICLE 7 - PROCEDURE DE RECETTE ET DELAIS D'EXECUTION

Les délais de remise des livrables prévus à l'article 4 du présent CCTP correspondent aux délais maximum sur lesquels le titulaire s'engage à réaliser la prestation et à remettre les livrables attendus.

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés. Elle est constatée de manière expresse par l'autorité nationale et matérialisée par une attestation de service fait transmise au titulaire par courriel.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'autorité nationale dispose du nombre de jours fixé dans la colonne « Délais maximum de recette de l'autorité nationale », des tableaux ci-dessus, pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de corrections. Si le ministère ne notifie pas sa décision au titulaire dans le délai imparti, les prestations sont considérées comme reçues.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose du nombre de jours prévu dans la colonne « Délai de correction éventuelle du titulaire », des tableaux ci-dessus, pour intégrer les observations et/ou procéder aux corrections demandées sur les livrables et les retransmettre à l'autorité nationale.

Si, suite à un rejet des prestations, le titulaire refuse d'exécuter à nouveau les prestations ou ne se conforme pas aux indications formulées par l'autorité nationale, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article 21 du CCAP.

## ARTICLE 8 - DOCUMENTATION

Les services des ministères et les AN apportent leur concours et toute la documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments nécessaires à l'exécution des prestations.

Les documents suivants seront mis à la disposition du titulaire :

- les rapports annuels (financiers et d'activités) des AN ;
- les conventions triennales à clôturer ou en cours ;
- les rapports sur la certification des comptes ;
- les différents documents nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'audit ;
- le manuel des procédures de l'Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport.

### ANNEXES (mis à la disposition du titulaire)

**NB : les documents de référence listés ci-dessous correspondent à la programmation 2021/2027. Les documents relatifs à la programmation post-2027 seront communiqués en temps opportun au titulaire.**

1. Le programme européen « Erasmus + » 2021-2027 créé par Règlement (UE) 2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant Erasmus+, le programme de l'Union pour l'éducation et la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement (UE) n°1288/2013.
2. Le programme européen « Corps Européen de Solidarité » 2021-2027 créé par le Règlement (UE) 2021/888 du parlement européen et du conseil du 20 mai 2021 établissant le programme « Corps Européen de Solidarité » et abrogeant les règlements (UE) 2018/1475 et (UE) n°375/2014.
3. Guide du programme Erasmus+ 2021-2027 (édition 2025).
4. Guide du programme européen Corps Européen de solidarité+ 2021-2027 (édition 2025).
5. Guide des Agences Nationales Erasmus + 2021-2027 (édition 2025).
6. Guide des Agences Nationales du programme européen Corps Européen de solidarité + 2021-2027 (édition 2025).
7. Lignes directrices relatives aux responsabilités de l'organisme d'audit indépendant (édition 2024).
8. Description du contenu des travaux de l'audit en ce qui concerne l'Agence du service civique - Agence Erasmus+ France Jeunesse et Sport (lot n°2) (Annexe 1).